



NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MESURE 6 – DEVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET DES ENTREPRISES

Type d'opération 6.4.1

« Investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles » Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et St Martin 2014-2020

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du dispositif d'aide. Elle accompagne le formulaire de demande d'aide. Veuillez la lire attentivement avant de remplir votre demande d'aide

SI VOUS SOUHAITEZ DES PRECISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE Cellule Europe partenariale, Rue Victor Hugues, 97 000 BASSE-TERRE.

Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés dans le cadre des négociations avec la Commission Européenne sur le Programme de Développement Rural.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

- 1 – Caractéristique du type d'opération et principes généraux
- 2 – Qui peut demander une subvention ?
- 3 – Quelles sont les conditions d'admissibilité ?
- 4 – Quels sont les investissements éligibles ?
- 5 – Quelles sont les modalités d'intervention ?
- 6 – Quels sont les engagements à respecter ?
- 7 – Quelles sont vos obligations en matière de publicité de l'aide européenne ?
- 8 – Précisions sur le formulaire à compléter
- 9 – Suite de la procédure
- 10 – Contrôles et conséquences financières en cas de non-respect de vos engagements
- 11 – Traitement de l'information
- 12 – Coordonnées du service instructeur

1 – CARACTERISTIQUES DU TYPE D'OPERATION ET PRINCIPES GENERAUX

Un soutien est accordé pour des activités liées au tourisme rural, la prestation de services sociaux, para sociaux, médicaux et culturels, ainsi que le développement de l'artisanat d'art ou culturel et des activités liées.

Est également concernée la production d'énergie renouvelable via la méthanisation.

Les investissements seront en relation avec les activités suivantes :

- des activités de tourisme rural : accueil en exploitation agricole, gîtes en exploitation agricole, chambres d'hôte ou tables d'hôte en exploitation agricole, agritourisme hors hébergement, fermes pédagogiques, activités éco touristiques, activités équestres hors élevage, activités sportives ou de découverte ;
- la prestation de services sociaux, para-sociaux et médicaux : jardins d'éveil, maison d'assistantes maternelles, services d'aide à la personne, maisons de santé ;
- la fourniture d'activités sportives et de services culturels à l'exclusion des syndicats, offices et maisons du tourisme ;
- le développement de l'artisanat d'art ou culturel et des activités liées ;
- la production d'énergie relevant de la méthanisation.

2 – QUI PEUT DEMANDER UNE SUBVENTION ?

- Les micro et petites entreprises non agricoles dans les zones rurales

Est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique.

- Les agriculteurs ou des membres du ménage agricole opérant une diversification vers des activités non agricoles et situés en zone rurale ou urbaine

Définitions

Agriculteurs

- Personnes physiques mettant en valeur une exploitation agricole, y compris les EIRL.
- Personnes morales mettant en valeur une exploitation agricole : SCEA, GAEC, EARL, EURL, SARL, SA, SCI, GFA, SAS, groupement d'employeur, associations, établissements d'enseignement et leurs centres constitutifs, établissements d'expérimentation et de recherche, organismes d'insertion mettant en valeur une exploitation et exerçant une activité agricole.

Micro et petites entreprises

Selon la Recommandation 2003/361/CE de la Commission, du 6 mai 2003, les micros et petites entreprises sont définies en fonction de leur effectif et de leur chiffre d'affaires ou de leur bilan total annuel :

- Une petite entreprise est définie comme une entreprise dont l'effectif est inférieur à 50 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros.
- Une micro entreprise est définie comme une entreprise dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros.

Ménage agricole

Toute personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques ou morales, quel que soit le statut juridique accordé au groupement et à ses membres par le droit national, peuvent être considérés comme un membre d'un ménage agricole, à l'exception des travailleurs agricoles. Si une personne morale ou un groupement de personnes morales est considéré(e) comme membre du ménage agricole, ce dernier doit exercer une activité agricole dans l'exploitation au moment de la demande d'aide (Article 19.3 du Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013).

PME exerçant en zone rurale

Il s'agit d'une PME dont l'implantation physique se situe en zone rurale.

Périmètre de la zone rurale dans le PDRG Sm

La zone rurale est composée de toutes les communes de l'archipel Guadeloupe et St Martin, sauf Pointe-à-Pitre et Basse-Terre.

3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE ?

En application de l'article 45 du règlement (UE) n°1305/2013, pour être admissibles au bénéfice d'un soutien du Feader, les opérations d'investissement sont précédées d'une évaluation de l'impact attendu sur l'environnement, en conformité avec la législation spécifique applicable à ce type d'investissements, lorsque les investissements sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement.

Le coût total des dépenses éligibles est inférieur ou égal à :

- 250 000 € HT pour la Guadeloupe hors projet de méthanisation et maisons de santé
- 500 000 € HT pour les projets de méthanisation et maisons de santé en Guadeloupe
- 80 000 € HT pour St Martin quel que soit le projet

Le demandeur de l'aide doit :

- justifier d'un SIRET avec un code APE correspondant à son activité ;
- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- disposer au moment de sa demande d'un Kbis à jour de moins de 3 mois si le bénéficiaire est une personne morale.

Les projets individuels sont éligibles s'ils ne sont pas pris en charge par la mesure LEADER et s'ils ne présentent pas d'incohérence avec la stratégie de développement local du territoire, validée par appel à projet LEADER et présentée par un Groupe d'Action Locale (GAL).

Les micro et petites entreprises non agricoles doivent être opérationnelles dans les régions rurales en terme d'implantation. Sont exclues les entreprises dont la nouvelle activité et l'implantation se situent en zone commerciale ou en zone industrielle.

Un plan d'entreprise et un suivi obligatoire post création d'activité réalisé par un organisme extérieur pendant 3 ans après la notification de la décision juridique de l'octroi de l'aide seront réalisés à partir d'un coût total des dépenses éligibles de 80 000 € HT.

Lorsque le coût total des dépenses éligibles est inférieur à 80 000 € HT, une présentation détaillée du projet sera exigée ; elle devra comprendre un volet environnemental précisant les mesures d'atténuation et de compensation le cas échéant.

Les projets d'accueil, hébergement à la ferme et agritourisme doivent être labellisés ou répondant à toute autre démarche de qualité reconnue par les acteurs dans un cahier des charges officialisé.

La capacité d'accueil de chaque gîte ne dépasse pas 8 personnes.

Le nombre maximum de gîtes financés en exploitation agricole est de 3 ; dans le cas d'une extension du nombre de gîtes dans une exploitation agricole, le nombre total de gîtes après réalisation du projet n'excède pas 5 gîtes.

Concernant la méthanisation :

- une étude de faisabilité doit être fournie spécifiant les caractéristiques techniques, économiques, environnementales et financières du projet (en sus des exigences relatives aux installations classées pour la Protection de l'Environnement) ;
- les produits entrants dans le méthaniseur doivent provenir au moins à 50% d'activités agricoles et être issus d'une seule exploitation agricole ;
- pour les investissements dans les installations dont le but principal est la production d'électricité, le pourcentage minimal d'énergie thermique utilisée sera déterminé à l'échelle nationale et conformément à l'article 13.d du règlement délégué (UE) n° 807/2014.

Les projets de méthanisation visant à collecter des produits issus d'activités agricoles de plusieurs exploitations sont exclus. Ils sont financés sur le FEDER.

4 – QUELS SONT LES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES ?

La TVA n'est pas éligible, à moins qu'elle ne soit pas récupérable.

Les dépenses de fonctionnement sont exclues de l'aide.

Le dispositif ne prévoit pas de financer les investissements liés à une norme communautaire.

Dépenses éligibles

Les coûts éligibles sont les suivants :

- la construction, l'acquisition, notamment par crédit-bail, ou l'amélioration de biens immeubles ;
- l'achat ou la location-vente de matériels et équipements neufs, y compris les logiciels, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien ;
- les frais généraux liés aux dépenses visées aux deux points précédents, tels que les honoraires d'architectes, rémunération d'ingénieurs plafonnés, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique, y compris les coûts liés aux études de faisabilité. Les études de faisabilité demeurent des dépenses éligibles, même si, en fonction de leurs résultats, aucune dépense en termes d'investissement n'est engagée. Elles ne peuvent être présentées seules à l'exception des études démontrant qu'un projet n'est pas réalisable ;
- les investissements immatériels suivants : acquisition ou développement de logiciels informatiques et acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales.

Le montant total des frais généraux est plafonné à 10% du montant total des dépenses éligibles.

Les coûts d'amortissement peuvent être considérés comme éligibles dans les conditions prévues à l'article 69 du règlement portant dispositions communes n° 1303/2013. Ils doivent être en lien avec l'opération.

Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années, à condition que :

- a) le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ;
- b) le vendeur mentionné au a ait acquis le matériel neuf ;
- c) le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ;
- d) le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables.

L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion.

Les contributions en nature telles que la fourniture à titre gracieux de biens ou services constituent des dépenses éligibles si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elles consistent en l'apport de terrain ou de bien immeuble, de bien d'équipement ou de matériaux, de fournitures, en une activité de recherche, une activité professionnelle ou un travail bénévole ;
- b) les apports en nature sont présentés en équilibre en dépenses et en ressources dans le plan de financement de l'opération ;

c) le montant de l'aide publique versée à l'opération ne doit pas dépasser le montant total des dépenses éligibles, déduction faite du montant de l'apport en nature.

Les contributions en nature sont déterminées et justifiées :

a) pour les apports de terrains et de biens immeubles, par la production d'une attestation d'affectation du bien à l'opération et d'un certificat d'un expert indépendant qualifié ou d'un organisme officiel dûment agréé par les autorités administratives compétentes, distinct du bénéficiaire ;

b) la valeur retenue est la valeur à la date de la certification susvisée. Elle ne dépasse pas les coûts généralement admis sur les marchés concernés ;

c) pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ;

d) pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié et du taux horaire du SMIC brut.

Dépenses exclues

D'autres coûts liés au contrat de crédit-bail, tels que la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, frais généraux et frais d'assurance, sont exclus des dépenses éligibles.

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne et le PDRG Sm, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

- amendes et sanctions pécuniaires ;
- pénalités financières ;
- réductions de charges fiscales ;
- frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 ;
- dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte n° 6811 du plan comptable général ;
- charges exceptionnelles relevant du compte n° 67 du plan comptable général ;
- dividendes ;
- frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrat ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Les investissements de simple remplacement ne sont pas éligibles. Néanmoins, l'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible.

Pour des raisons de sécurité et de garantie de réalisation des ouvrages (garantie décennale) conformément aux Documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, n'est pas éligible l'auto-construction relative aux travaux suivants :

- l'électricité ;
- la couverture et charpente, sauf pour les bâtiments en kit ne dépassant pas 5 m au faîtage.

Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement (UE) n° 1303/2013 est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.

5 – QUELLES SONT LES MODALITES D'INTERVENTION ?

La subvention sera calculée sur la base des dépenses éligibles du plan de financement présenté.

Le taux d'aide publique est de 75 % du montant des dépenses éligibles.

Pour les projets ne relevant pas de l'article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et dont le financement est soumis aux règles d'état, un régime d'aide sera utilisé selon la nature du projet :

- régime cadre exempté relatif aux aides à finalité régionale n° SA 39252 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 ;

- régime cadre exempté relatif aux aides en faveur des PME n° SA 40453 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 ;
- régime cadre exempté relatif aux aides à la protection de l'environnement n° SA 40405, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014.

Attention : pour les projets dont le financement est soumis au régime d'une aide d'Etat, les opérateurs devront introduire une demande avant le début des travaux liés au projet.

À titre d'alternative, pourra être utilisé le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Dans tous les cas, l'aide maximale selon ces règles est d'application, dans la limite du taux indiqué ci-dessus.
En cas de cumul, le taux d'aide publique s'apprécie sur l'intégralité des aides perçues (aide à l'investissement, TVA NPR, ...).

Conformément à l'article 45 du règlement (UE) n° 1305/2013, les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement et ce, selon les règles précisées à l'article 63 du règlement (UE) n° 1305/2013. Le paiement d'avance est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondante à 100% du montant de l'avance.

En ce qui concerne les bénéficiaires publics, les avances sont versées aux communes, aux autorités régionales et à leurs associations, ainsi qu'aux organismes de droit public.

La garantie peut être libérée lorsque l'organisme payeur compétent constate que le montant des dépenses réelles correspondant à la participation publique liée à l'opération dépasse le montant de l'avance.

Contribution FEADER

La contribution du FEADER sera de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.

6 – QUELS SONT LES ENGAGEMENTS A RESPECTER ?

1. Informer le service instructeur préalablement de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure ou du projet ;
2. permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
3. ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet, sans en informer le service instructeur ;
4. signaler au guichet unique toute erreur que je constate (nous constatons) dans le traitement de ma (notre) demande ;
5. respecter les obligations de publicité, et apposer le logo européen, accompagné de la mention « *fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales* » sur tous les supports de communication ou d'information afférents au projet ;
6. maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique à celui prévu dans la demande d'aide, les investissements aidés pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide ;
7. me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;
8. détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et des engagements, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, ...).

7 – QUELS SONT LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE ?

En application des dispositions de l'article 13, paragraphe 2 du règlement (UE) n°808/2014, le bénéficiaire d'une aide du FEADER doit informer le public du soutien obtenu conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 et dans les actes modificatifs du règlement précités.

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par opposition :

- de l'emblème de l'union, conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse suivante : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm ;
- d'une mention faisant référence au soutien du FEADER « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales** ».

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs fonds, la référence prévue au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds Européens Structurels et d'Investissements (FESI).

Pendant **la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER :

1. en indiquant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
2. en apposant lors de la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public (entrée du site ou du bâtiment) :
 - **Pour les opérations bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 50 000 €** : une affiche ou une plaque solide présentant des informations sur l'opération de dimension minimale [A3] (42 x 29,7 cm) et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union.
 - **Pour les opérations d'infrastructures ou de constructions et bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 500 000 €** : un panneau temporaire de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) mentionnant le concours financier apporté par l'Union Européenne.

Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm), en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants :

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 € ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération et les éléments suivants : l'emblème de l'Union et une mention faisant référence au soutien du FEADER. Ces informations occupent au moins 25% du panneau, de la plaque ou du site web.

8 – PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

Vous devez compléter tous les volets du formulaire en renseignant les rubriques prévues à cet effet, en cochant les cases dédiées correspondant à votre situation ou en complétant les sections dans lesquelles des précisions sont demandées lorsque la case « oui » a été cochée.

Sections	Précisions
Identification du demandeur	<p>Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics, disposent d'un n° SIRET.</p> <p>Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « infogreffe.fr » rubrique « informations entreprises ».</p> <p>Si vous êtes un agriculteur mais vous n'êtes pas immatriculé, veuillez-vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre d'agriculture.</p> <p>Pour les agriculteurs : compléter la demande d'aide par un n° PACAGE. Le numéro PACAGE est attribué par la DAAF de GUADELOUPE.</p> <p>La notion de représentant légal est une notion essentielle en matière de droit. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.</p>
Caractéristiques du demandeur	<p><u>Calcul du nombre d'UTA</u></p> <p>L'unité de travail annuel (UTA) est le volume de travail effectué par une personne à temps complet durant une année (229 jours). Cette mesure intègre aussi le temps de travail du gérant.</p> <p><u>Calcul de l'effectif pour les entreprises non agricoles</u> (au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2013)</p> <p>L'effectif correspond au nombre d'unité de travail par année, c'est à dire au nombre de personnes ayant travaillé dans l'entreprise considérée ou pour le compte de cette entreprise, à temps plein, pendant toute l'année considérée. Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, est compté comme fraction d'UTA. L'effectif est composé :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> des salariés ; des personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national ; des propriétaires exploitants ; des associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers de la part de l'entreprise. <p>Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans l'effectif.</p>
Dépenses prévisionnelles	<p>Le bloc « charges d'amortissement » est à utiliser lorsqu'une partie du projet valorise des charges d'amortissement de biens appartenant au demandeur de l'aide.</p> <p>L'identifiant du justificatif est une pièce prouvant que le bien sera en cours d'amortissement pendant la phase de réalisation de l'opération (ex : tableau d'amortissement comptable).</p>
Plan de financement prévisionnel du projet	<p>La contribution du FEADER est de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.</p> <p>Les taux d'aide sont présentés au point 5 de la présente notice.</p> <p>Toutes les rubriques doivent impérativement être renseignées.</p>
Liste des pièces justificatives	<p><u>Lorsque la pièce justificative de la dépense prévisionnelle est un devis</u></p> <p>Pour les dépenses comprises entre 2000 € HT et 90 000 € HT, 2 devis sont fournis.</p> <p>Pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT, 3 devis sont fournis.</p> <p>Si le nombre de devis requis n'est pas joint au dossier, vous devez porter dans votre dossier les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir les pièces.</p> <p>Attention : les différents devis présentés doivent correspondre à des dépenses équivalentes entre elles, et ne doivent pas provenir d'un même fournisseur/prestataire.</p> <p>Le bénéficiaire présente sa demande avec le nombre de devis nécessaires en fonction des dépenses, en indiquant à chaque fois l'offre qui est l'objet de son choix. Si le choix du bénéficiaire ne porte pas sur le devis le moins cher présenté, ce choix devra être argumenté et dûment justifié.</p> <p><u>Plan d'entreprise (PE)</u></p> <p>Les éléments minimaux des plans de développement sont détaillés à la section 8.1 du PDRG Sm.</p> <p><u>Attestations de régularité sociale et fiscale</u></p> <p>Si la demande d'aide est faite en année N, les attestations doivent prouver la régularité <u>ad minima</u> en année N-1 ou en année N-2 si les documents ne sont pas encore disponibles auprès des services concernés pour l'année N-1.</p> <p>Si l'entreprise emploie des salariés, la régularité des obligations sociales au regard des charges afférentes à ces emplois doit être également prouvée.</p> <p>Concernant la régularité fiscale, le formulaire 3666 est rempli avec 1 ou 2 feuillets selon le régime d'imposition (IR ou IS). La régularité au titre de la TVA doit être prouvée sauf si le bénéficiaire est non assujetti (dans ce dernier cas, joindre l'attestation de non- assujettissement à la demande).</p> <p>Les demandeurs bénéficiant d'un échéancier de paiement sont réputés s'être acquittés de leurs obligations.</p>

9 – SUITE DE LA PROCEDURE

Dépôt du dossier

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention au titre des aides européennes FEADER et des aides nationales.

Vous adresserez ce formulaire et les pièces jointes au guichet unique et vous en conserverez un exemplaire, quel que soit le nombre de financeurs.

Le guichet unique enverra un récépissé de votre demande d'aide.

Par la suite, vous recevrez de la part du service instructeur, soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs de rejet. En effet, les dossiers de demande de subvention sont étudiés par l'ensemble des financeurs au cours d'un comité qui décide de l'opportunité de financer ou non le

projet.

Sélection

a) Principes de sélection

Des priorités sont définies au niveau régional en fonction d'un ou plusieurs enjeux économiques et environnementaux et en concertation avec les partenaires financiers locaux.

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

Conformément aux règlements de l'Union Européenne relatifs à la programmation du FEADER entre 2014 et 2020, une procédure de sélection des projets, basée sur des critères définis à la suite d'une consultation du comité de suivi, est mise en œuvre.

Aussi, les dossiers sont sélectionnés selon deux procédures :

- appels à projets ;
- sélection des dossiers déposés tout au long de l'année avec des comités de sélection organisés périodiquement.

Dans les deux cas, les demandes seront notées sur la base d'une grille de sélection.

b) Critères de sélection

La note minimale à atteindre est de 160 points.

Principes des critères de sélection	Critères de sélection	Pondération (1,2,3)	Coefficient (base 100)
inscription du projet dans un réseau professionnel ou territorial	Pertinence ou qualité du réseau professionnel ou territorial	0 : aucune inscription 1 : réseau professionnel standard 2 : réseau spécialisé dans le secteur d'activité 3 : réseau spécialisé + aspect d'apt durable	1 10
création d'une valeur ajoutée : diversification des activités, création ou renforcement d'un service, d'un produit ou d'une prestation en zone rurale	gamme de produits et augmentation de la qualité des services offerts	0 : pas de valeur ajoutée 1 : diversification des activités du porteur 2 : diversification + valeur ajoutée significative pour la zone rurale 3 : Gamme de produits ou service nouveaux ou innovant	2 20
projet porté par ou au bénéfice de populations fragiles (moins de 30 ans, femmes ou personnes sans emploi)	Qualité du porteur de projet ou public cible (public défavorisé)	0 : aspects non pris en compte 1 : porteur issus des pop. Fragile 2 : public cible = population fragile 3 : porteur + public cible issus des pop. Fragile	2 20
nombre d'emplois créés ou maintenus, y compris de manière progressive, au cours des 3 années ans du plan d'entreprise	Nombre d'emplois potentiellement créés durant la durée du PDE (3ans)	0 : aucune création d'emploi 1 : création d'emploi pour le bénéficiaire 2 : 1 à 2 emplois créés (en plus du bénéficiaire) 3 : 3 emplois et plus	2 20
caractère innovant ou expérimental dans le processus de production, de commercialisation ou d'organisation	Caractère novateur du produit ou du process	0 : aucun aspect innovant ou expérimental 1 : caractère innovant ou expérimental dans l'un des processus 2 : caractère innovant ou expérimental dans plusieurs processus 3 : caractère innovant dans plusieurs processus + aspect durable	1 10
mise en valeur du savoir faire et/ ou produits locaux	Utilisation de produits ou de méthodes traditionnelles	0 : aucune mise en valeur 1 : intégration de produits ou savoir-faire locaux 2 : intégration + mise en valeur de produits ou de savoir-faire locaux 3 : savoir-faire ou produit traditionnel oublié ou abandonné	1 10
projet intégrant un volet environnemental	Qualité du volet environnemental	0 : pas de volet environnemental 1 : Intégration d'un volet environnemental minimal 2 : Impact environnemental réduit et contrôlé 3 : projet labellisé haute qualité environnementale	1 10

10 100

Délai de réalisation du projet

Ces délais sont généralement précisés dans la décision attributive de subvention. Dans le cas de ce type d'opération, vous disposez de 24 mois à compter de la date de notification de la décision attributive de l'aide pour terminer votre projet.

En cas de risque de non-respect de ce délai, le bénéficiaire devra en informer par courrier en recommandé le service instructeur 2 mois au plus tard avant la date prévue d'achèvement du projet.

Toute prorogation du délai de réalisation défini dans la décision juridique d'octroi de l'aide devra faire l'objet d'un avenant à cette décision.

10 – CONTROLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

Modalité des contrôles

Des contrôles sont réalisés à différentes étapes de la vie d'un dossier

► Les contrôles administratifs

Le service instructeur vérifie au moment du dépôt de la demande d'aide les conditions d'éligibilité du bénéficiaire, du projet et des coûts. Il s'assure du caractère raisonnable des dépenses et applique les critères de sélections.

Pour chaque demande de paiement, il vérifie la conformité de la réalisation de l'opération au regard de la décision juridique et des règles communautaires et nationales en vigueur. Le service instructeur peut réaliser des visites lors de l'instruction des différentes demandes de paiement.

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement du solde. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.

► Le contrôle sur place

Le contrôle est réalisé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sur un échantillonnage de dossiers. À partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place après information du bénéficiaire.

Le contrôle porte sur l'éligibilité de votre demande, la réalisation de votre projet et sur vos engagements. A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôle sur place peut intervenir jusqu'à 5 ans après le paiement final de l'aide.

ATTENTION

Le refus de contrôle peut faire l'objet de sanctions.

En cas d'irrégularité, de non-conformité de votre demande ou de non-respect de vos engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti d'intérêts et de pénalités financières.

Sanctions en cas d'anomalies

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris, vous êtes susceptibles de procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité conformément au dispositif du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014.

11 – TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, et de la forêt, l'Agence de Services et de Paiement et la Région Guadeloupe.

Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à Cellule Europe Partenariale.

12 – COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR

Conseil Régional de Guadeloupe

Direction de l'Agriculture, de la Pêche et du Développement Rural (DAPDR)

Service du Développement Rural (SDR)

Avenue Paul Lacavé, Petit Paris

97 109 Basse-Terre Cedex

Tel : 0590 80 40 40

Mèl : nadia.farouil@cr-guadeloupe.fr